



Olivier Mahafaly Solonandrasana, Premier ministre et ministre de l'Intérieur, prend seul la responsabilité des futurs morts dans les provinces, sous les yeux de Chissano envoyé spécial de la Sade

Et c'est avec l'arrivée de Joachim Chissano (qui sera reçu le 9 mai 2018 par le président Hery Rajaonarimampianina) que le communiqué de presse -portant la grille de Rolly Mercia- portant le n° 18-CPCG /18, sur le conseil de gouvernement du 8 mai 2018 indique, dans la rubrique « situation en provinces » ceci :

EXTRAITS



N° 18-CPCG/18.

COMMUNIQUE DE PRESSE CONSEIL DU GOUVERNEMENT Palais d'Etat de Mahazarivo Mardi 08 Mai 2018

Un Conseil de Gouvernement s'est tenu ce Mardi 08 Mai 2018, à partir de 9h30 au Palais d'Etat de Mahazarivo, sous la houlette de SEM Olivier Solonandrasana MAHAFALY, Premier Ministre, Chef du Gouvernement.

1- PRIMATURE

Avant d'entamer l'ordre du jour, le Premier Ministre a fait part aux Membres du Gouvernement du cours actuel de la vie de la Nation :

a. Dialogue national et médiation internationale

Les émissaires internationaux, représentant les Nations Unies, l'Union Africaine et la SADC, sont accueillis dans nos murs pour mener de la médiation face à la conjoncture politique prévalant dans le pays. Et ce, en observant notamment la souveraineté de Madagascar. En tout cas, le dialogue national, mené par le FFKM, est couplé avec cette médiation internationale.

b. Situation en Provinces

Il a été réitéré que des consignes fermes ont déjà été données aux diverses autorités des Provinces pour interdire toute manifestation politique sur la voie publique. Et ce, pour préserver l'ordre public et pour maintenir la sécurité des personnes et des biens.

c. Procédure de promulgation des lois

Il a été décidé de la mise en conformité des 03 lois organiques dont il s'agit avec les dispositions de la Décision prise par la Haute Cour Constitutionnelle. Et ce, afin de permettre au Président de la République de les promulguer dans les meilleurs délais.

Après cette séance d'échanges d'informations, le Conseil a procédé à l'analyse de cette conjoncture politique et, après débats, a pris les décisions qui s'imposent.

IL A ÉTÉ RÉITÉRÉ QUE DES CONSIGNES FERMES ONT DÉJÀ ÉTÉ DONNÉES AUX DIVERSES AUTORITÉS DES PROVINCES POUR INTERDIRE TOUTE MANIFESTATION POLITIQUE SUR LA VOIE PUBLIQUE. ET CE, POUR PRÉSERVER L'ORDRE PUBLIC ET POUR MAINTENIR LA SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES.

Bravo ! Bien que je n'ai pas compris ce que signifie "pour mener de la médiation"... Et vous? Et pour ce qui concerne la Capitale Antananarivo alors ? La ville entière va être déclarée zone rouge entièrement ? L'ONU, l'UA et la SADC, présentes à travers des envoyés spéciaux, apprécieront cette gravissime entrave à la liberté d'expression. Si, pour certains la peur donne des ailes, chez d'autres elle fait faire du grand n'importe quoi indiquant une panique certaine mais n'empêchant pas la chute. A mon tour, je réitérerai un million de fois, s'il le faut: **"Ny Herim-pamoratana tsy mahaleo ny Fanahy masina"**

.

Jeannot Ramambazafy – 8 mai 2018